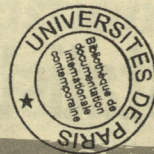


le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
20 au 26 janvier 2000



10 FF
1,52 €

Face à l'offensive de la droite et du patronat Préparons la riposte sociale

IL FAUT SE RENDRE À L'ÉVIDENCE. La marée noire et la tempête ont aussi eu un effet catastrophique sur le plan des luttes sociales. Alors qu'on pouvait penser que les quelque 20 milliards de francs de recettes supplémentaires d'impôts alimentaires mobiliseraient des chômeurs ou que les nombreux conflits et grèves liés au passage aux 35 heures finiraient par crever l'actualité médiatique, nous en sommes pour nos frais. Toutes les velléités de relance des dynamiques revendicatives sont, pour le moment, comme tétanisées par la priorité qui a

ports routiers qui a bloqué les frontières sous prétexte que la deuxième loi sur les 35 heures et les hausses du fioul allaient les asphyxier face à la concurrence européenne. Ce type de mouvement à caractère poujadiste est dangereux parce que son objectif est plus politique qu'économique. Ce sont les trusts pétroliers qui ont la maîtrise des coûts d'un bout à l'autre de la chaîne de production et ils jouent au yo-yo selon leurs intérêts. Pourtant les petits patrons routiers n'ont rien dit sur les multinationales alors qu'ils accusent l'État socialiste de les matraquer de taxes et d'impôts. Il s'agit

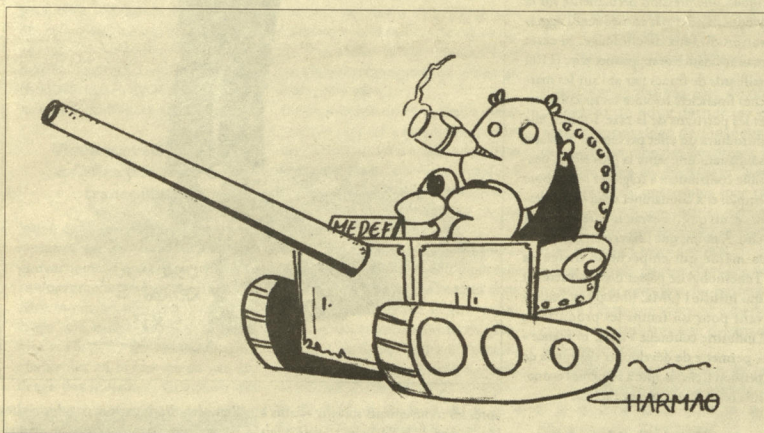
nication est spectaculaire et médiatique. De plus, mettre un ministre communiste en demeure de régler le problème n'était sûrement pas pour leur déplaire alors qu'on connaît l'ambiguïté du PC sur les lois Aubry. Le gouvernement a bien saisi la menace et cédé très vite alors que les salariés du secteur attendent toujours l'application des accords passés lors de leurs propres actions menées il y a déjà plusieurs années.

Dans le même temps, la répression syndicale se durcit vis-à-vis des militants refusant les compromissions et privilégiant la lutte collective. Il n'y a pas de

• L'avenir des retraites :
• la loi de la jungle ?
page 2

• « Police de proximité » :
• Big Brother à l'œuvre
page 4

• Totalfina : le règne de la
• merde
page 5



été donnée au manque d'électricité et de téléphone, aux arbres arrachés et au pétrole qui tue les oiseaux par milliers.

C'est sans aucun doute logique et humain, mais il n'empêche que nous n'avons pas besoin de cela alors qu'en temps « ordinaire » l'état d'esprit des salariés n'est déjà pas particulièrement offensif. C'est d'autant plus inquiétant que dans le même temps État et patronat sont plus que jamais arrogants et développent leurs stratégies de démolition des solidarités sociales tous azimuts.

Les petits patrons routiers au service du MEDEF

La semaine passée aura été marquée par l'action du petit patronat des trans-

pour ce secteur du capitalisme de participer à une stratégie de déstabilisation dont le fer de lance se trouve être le MEDEF.

L'arrivée de Sellières à la tête du MEDEF a constitué un tournant dans la représentation du patronat français. La tendance patronale qui a le vent en poupe aujourd'hui a trois objectifs à atteindre qu'elle mène de front. Il lui faut ressouder un patronat de plus en plus « désyndicalisé », attaquer systématiquement le pouvoir socialiste, mettre en place des rapports sociaux de production empêchant tout développement de la lutte de classes.

C'est dans ce sens-là qu'il faut percevoir la menace du MEDEF de se retirer de la gestion des organismes paritaires et le rejet de la loi sur les 35 heures. Il veut à tout prix mettre l'État en porte-à-faux et l'accuser de vouloir tout contrôler et légiférer en mettant les « partenaires sociaux » devant le fait accompli.

L'action du patronat routier arrive donc à point nommé, car chacun sait que le blocage des moyens de commu-

hasard. C'est bien une volonté d'éradication de la lutte de classes qui est en œuvre et que le patronat croit, à tort, réalisable du fait que les bureaucraties syndicales sont intégrées et cogestionnaires du système de domination.

Les fonds de pension comme arme idéologique

Il est probable que la clé de voûte de cette offensive idéologique réside dans la mise en place des fonds de pension et des systèmes de protection sociale privés parce que cela individualise la perception que chacun a de son rapport aux autres. En fait, il s'agit d'un processus d'atomisation construit sur l'idée absurde que la seule réalité humaine est « le chacun pour soi et que les autres se démerdent ».

En ce sens, l'action du gouvernement Jospin qui crée la CMU après que Rocard ait créé le RMI doit être perçue pour autre chose qu'un humanisme à la petite semaine. Il s'agit bel et bien d'un accompagnement de

EDITORIAL

C'est Jacques Chirac qui le 12 janvier 1996 avait lancé le projet de réforme de la justice. Ce même projet repris par E. Guigou en 1998 était alors voté par la droite. Il fait aujourd'hui l'objet d'une vive opposition de cette même droite. On pourrait se perdre dans les arguties juridiques et chercher à situer la divergence d'opinion, ce serait peine perdue. Pour l'essentiel, la modernisation de l'appareil juridique répond aux mêmes exigences pour la gauche et pour la droite.

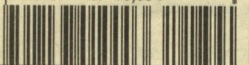
Il s'agit d'abord d'adapter l'exercice de « l'injustice d'État » au nombre croissant des inculpations, qui rien qu'en ce qui concerne les affaires civiles ont augmenté de 330% depuis 1958. La rentabilisation souhaitée se traduirait par des jugements expéditifs pour les prévenus (sans relations)... un moyen économique de gérer le problème. Cette mesure doit s'accompagner d'un contrôle accru sur les magistrats, prétendument pour démocratiser la machine. En fait, il s'agit de contenir la prolifération des mises en examen qui discrédite l'ensemble des partis politiques. Donc si la droite est aujourd'hui contre ce projet ce n'est pas par conviction, mais pour tenter par tous les moyens de déstabiliser Jospin avant les élections.

Pendant que les dirigeants jouent au chat et à la souris sous couvert de démocratisation de la justice, la situation carcérale en France continue d'empirer. Les prisonniers s'entassent à quatre dans 10m², victimes de violence sexuelle, maltraités par les matons, avec un suivi médical tronqué. Ces conditions épouvantables conduisent certains d'entre eux au suicide. Chirac, lui, quelles que soient les magouilles dans lesquelles il ait trempé, bénéficie d'une immunité totale.

De toute manière les puissants de ce monde seront toujours au-dessus des lois, puisqu'ils les produisent en fonction de leurs intérêts pour continuer à asservir ceux qui sont déjà victimes de la loi du marché. Moderniser la Justice, pour l'État, c'est la rendre plus efficace au détriment des plus démunis. Quant au véritable combat contre l'injustice, les anarchistes ne s'y trompent pas, en soutenant les sans-papiers, les déserteurs, les prisonniers et de plus en plus souvent les militants, victimes de la répression. N'attendons rien de l'indépendance des magistrats. L'expérience a montré que c'est par l'action directe, en se mobilisant devant les palais de justice que l'on peut faire reculer les juges.

ISSN 0026-9433 - N° 1189

M 2137 - 1189 - 10,00 F



FOP 2520

L'avenir des retraites

Des statistiques au service de la privatisation

Depuis des années, les « experts » libéro-sociaux ou socialo-capitalistes nous présentent régulièrement des scénarios catastrophes sur l'avenir des retraites. À chaque fois, l'objectif est de justifier une réforme – douloureuse et nécessaire, évidemment – pour sauver le régime des retraites.

La démographie : un faux problème

La courbe des retraités
En 1999, le rapport Charpin reposait sur des prévisions démographiques fort probables au regard des modèles mathématiques et des tendances actuelles : la part des personnes âgées dans la population totale allait augmenter dans les prochaines décennies. Les retraites de ces inactifs âgés reposeraient sur moins d'actifs, lesquels verraient doubler leur effort pour financer les pensions des aînés. C'est d'une logique mécanique et imparable. Voilà pour le verre à moitié plein.

... et la courbe des jeunes
Pour le verre à moitié vide, il est (ose-t-on dire volontairement) omis que la courbe démographique relative aux jeunes générations va baisser et – par la même – compenser l'augmentation des retraités(e).

Or, généralement, ce qui importe pour le financement de la solidarité (retraites, assurance chômage, santé...) c'est le rapport entre le nombre de cotisants et les bénéficiaires ou – autrement dit – le nombre de personnes en âge de travailler (actifs) et le nombre de ceux qui sont trop âgé(e)s ou trop jeunes pour travailler. Ainsi, en 1995, on comptait 1,23 inactif pour 1 actif. Qu'en est-il du doublement de ce rapport pour 2040... 1,54. Nous constatons, même sans calculatrice, que nous sommes très loin de la catastrophe démographique où le poids des inactifs écraserait les laborieux actifs. Face à cette augmentation de 0,21 %, certains démographes appellent déjà à l'ouverture des frontières (modérée évidemment) pour régulariser le rapport actif/inactif (pas les sans-papiers, faut pas rêver) comme c'est le cas actuellement en Italie et en Belgique (cf ML hors série n° 13 de décembre 1999).

Cette faible évolution de la proportion des inactifs est franchement ridicule au regard des dépenses de retraites qui ont été multipliées par 10 depuis 1960.

Les dépenses... et les recettes

Toujours pour « l'expert Charpin », il est pronostiqué (encore une hypothèse) une croissance annuelle de 1,7 % du produit intérieur brut (PIB). En 2040, la somme des richesses produites aura donc doublé en 40 ans. Cette nouvelle donnée porte le débat sur la capacité de l'économie française – et donc des choix politiques – à financer la solidarité au travers de l'augmentation des richesses!

Dans le même ordre d'idée, les progrès de la technologie vont entraîner des gains de productivité au grand bonheur des actionnaires. Si le rapport Charpin souligne – plein de frayeur – que « 17 actifs ne pourront pas assurer les besoins de 30 retraités », il oublie que ces 17 actifs produiront plus de richesses que 40 actifs en 2000. Quid de la répartition de ces nouvelles richesses?

D'autre part, il est prévu un taux de chômage de 6 % à 9 % (là, les prévisionnistes sont très prudents) qui devrait permettre une augmentation des cotisations « retraite » d'une part et une diminution de l'assurance chômage d'autre part.

La manipulation des prévisions pour généraliser les fonds de pension

Face à tant d'hypothèses tronquées, il est clair que l'enjeu de la dramatisation de l'avenir du système des retraites est la généralisation des fonds de pension comme réponse universelle à l'effroyable catastrophe (le bogue de l'an 2040). En fait, nous constatons que la logique comptable ne tient pas la route et que la solution proposée masque un présupposé politique et économique : le capitalisme doit s'immiscer toujours plus dans la vie privée des individus et se pose comme LA réponse aux problèmes de société.

Les V.R.P. du libéralisme dans la grande presse ne disent pas autre chose, lorsqu'ils font référence au système

archaïque français en montrant l'exemplarité des autres pays européens, mais sans expliquer que les prestations sont moindres, et en portant aux gémonies la puissance de feu boursière sur le court terme, sans évoquer le montant des dividendes du petit porteur sur le long terme.

Les fonds de pension dans l'histoire

L'histoire du capitalisme nous a montré en 1917 (révolution russe) et en 1929 (crack boursier) que « l'assurance-vieillesse capitaliste » était un leurre. Ainsi les dividendes des emprunts russes – comme les soviets – se sont évanouis sous les ordres de Lénine qui – outre la logique comptable – répondait aux « conseils » des autorités allemandes pour affaiblir les économies de la triple-alliance – et les actions des petits porteurs ont fondu comme neige au soleil lors du crack boursier de 1929.

Les fonds de pension aujourd'hui

Même si beaucoup ont l'air de l'oublier – les « experts économiques » et les politiciens libéraux à la sauce sociale – les fonds de pension favorisent l'instabilité financière, des taux de croissance des économies nationales chaotiques, une pression permanente sur la productivité et par conséquent l'aggravation du taux de chômage. Si cette manne financière supplémentaire (1100 milliards de francs par an) sur les marchés financiers réjouira les spéculateurs et les partisans de la taxe Tobbin, elle introduira un effet pervers où le salarié souhaitant une rente la plus élevée possible contribuera à fragiliser son propre emploi et à condamner celui de ses descendants qui... devrait le faire vivre plus tard. À moins que l'exception française – la même qui empêche le nuage de Tchernobyl de passer nos frontières et qui justifie l'OMC libérale en préservant pour un temps les produits de l'industrie culturelle « made in France » – permette de développer des fonds de pension français apte à soutenir l'économie nationale (Laurent Fabius).

Souffler le froid, puis le chaud : pourquoi ?

Avec le rapport Charpin, le gouvernement a grevé les espoirs de nombreux salariés dans l'obtention d'une retraite « acceptable » : allongement de la durée de cotisation et recul de l'âge de la retraite, « pensions » réduites. Par la voix de Teulade, représentant la majorité du Conseil économique et social (sauf les syndicats patronaux et la CFDT), se basant sur un taux de croissance exceptionnelle (3,5 % par an), la durée de cotisation n'est pas remise en cause. Quel est l'intérêt pour le gouvernement

d'orchestrer cette cacophonie? Les derniers sondages, même s'ils montrent que Jospin recueille un taux de satisfaction non négligeable, l'approche des prochaines échéances électorales (municipales, cantonales puis présidentielles) nécessitent de caresser dans le sens du poil l'électeur. La réforme des retraites – ou, posé autrement, la répartition des richesses nationales au bénéfice de la solidarité – est une patate chaude que chaque gouvernement repasse au gouvernement suivant. L'échec de la droite

démographique des retraites sont des argumentaires ayant pour seul objectif de préparer les esprits à la création des fonds de pension pour le seul bénéfice à court terme des boursicoteurs jusqu'à la prochaine catastrophe boursière, sociale (révolution) ou technologique (bogue de l'an 2000?). Il est nécessaire de socialiser ce débat afin d'en faire un choix de société sur la répartition des richesses d'une part et sur l'acceptation – ou non – d'une société à deux vitesses pour les retraités où – après la santé, le logement,



après les mouvements sociaux relatifs à la réforme de la Sécurité sociale a fait réfléchir plus d'un homme (et d'une femme, puisqu'en politique politicienne l'alternance droite/gauche a trouvé une sœur jumelle avec la parité). Ainsi, pas question pour la gauche d'entamer aujourd'hui une réforme dont le plus gros des débats devrait se dérouler en 2001. Par ailleurs, la « sagesse politique » permettra après 2002 (nouveaux élus à l'assemblée nationale et – surtout – à la présidence de la République) au gouvernement (peu importe sa couleur) de choisir « une position médiane, prudente et à l'écoute des inquiétudes des citoyens » (attribuez cette citation à qui vous voudrez) en instituant la création de fonds de pension et un zeste d'augmentation supplémentaire des cotisations.

De la logique capitaliste au débat social

Comme nous l'avons vu précédemment, la logique comptable et l'analyse

l'emploi, l'éducation... – les riches pourraient se payer des services de qualité et les catégories sociales les plus basses (généralement plus atteintes par le chômage) ne pourraient plus espérer accéder à une retraite à taux plein, ni à une retraite complémentaire capitaliste qu'ils n'auraient pas les moyens de se payer. Une fois encore est relancé le débat sur la mutualisation (mot inconnu par le dictionnaire informatique de Bill Gates) et le contrôle des moyens et des richesses pour le bénéfice du plus grand nombre, autrement dit le communisme libéral.

Patrick – groupe du Gard
groupe-du-gard@federation-anarchiste.org

La plupart des informations ont été recueillies lors de la rencontre-débat organisée par le Groupe des 10 du Gard sur le thème des retraites avec Pierre Khalifa, du journal des adhérents du G10 Gard et d'après l'ouvrage collectif coordonné par Pierre Khalifa (Sud-PTT) et Pierre-Yves Chanu (CGT finances) : *Les retraites au péril du libéralisme*, ouvrage collectif - 190 pages - Édition Syllepse - 50 F.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

46 syndicalistes jugés au pénal

Renault veut casser son dernier bastion CGT

LE VENDREDI 7 JANVIER débutait, au tribunal de grande instance du Mans (Sarthe), le procès de 46 syndicalistes CGT (sauf un, CFDT) de l'usine Renault du Mans. Accusés d'avoir séquestré deux cadres dirigeants pendant 9 heures, ils risquent jusqu'à cinq ans de prison et 50 000 francs d'amende.

Mobilisation contre un licenciement

Tout commence le 22 novembre dernier par le licenciement d'un salarié de 51 ans (30 ans de boîte), pour le motif d'absences répétées. Celles-ci correspondant à des périodes de cure de désintoxication

alcoolique, ses collègues sont révoltés et leur réaction est rapide.

Dès le lendemain matin, ils sont 80 à débrayer et à occuper la salle où le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail est en

réunion. La mobilisation s'amplifie puisqu'ils seront entre 100 et 300 à se relayer pour exiger que la direction reconsidère le licenciement, notamment par le fait que leur collègue avait eu des postes durs pen-

dant des années, ce qui avait favorisé la prise d'alcool « pour tenir ». Les deux cadres que les salariés ont en face d'eux, ayant reçu la consigne de ne pas céder, leur disent que la décision est irrévocable.

même que cette occupation faisait partie des plus calmes pratiquées par les salariés : aucune violence physique ou matérielle ne peut leur être reprochée.

Par l'intermédiaire de son avocat, Renault fait savoir que l'entreprise en fait une question de principe car « il n'y a plus qu'à l'usine du Mans où se passe ce genre d'actions ». Le tribunal a renvoyé le débat sur le fond au 10 mars.

Entre temps, gageons que la mobilisation ne faiblira pas car, au-delà de ce coup de force face à une réaction de solidarité ouvrière, c'est à la flexibilité et à l'alignement sur le modèle ultra productiviste de l'usine Renault de Douai que la direction veut arriver.

Martial - groupe Kronstadt (Lyon)

Deux mois avec sursis pour 6 syndicalistes EDF

Le 10 janvier dernier, 6 militants syndicalistes d'EDF ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis.

Ils sont accusés d'avoir séquestré deux responsables au centre EDF de Bastia en 1997. À l'époque, la direction d'EDF n'avait pas pris de mesure disciplinaire à leur encontre mais elle a pourtant amené l'affaire en justice pénale.

Daniel

Offensive patronale

Vers 18 heures, un huissier et quelques autres cadres de l'entreprise viennent dans la salle afin d'établir un constat. Les noms d'une partie des salariés présents sont relevés. Le lendemain, lors d'une réunion du comité d'établissement, le directeur monte au créneau et parle de séquestration, passible de correctionnelle, perpétrée par des « bandits », des « voyous » et des « terroristes »... rien que ça ! Les deux cadres portent plainte, alors

La seule réponse de l'État à la misère : la sécuritaire

LE GOUVERNEMENT NOUS A récemment annoncé ses mesures pour la Ville. Un budget de démolition-reconstruction-rénovation d'une part et, d'autre part, la création d'emplois de proximité avec les « Plans locaux de sécurité ».

Derrière tous les effets d'annonce ou « nos » décideurs parlent de lutter contre l'exclusion, nous voyons bien toujours le même scénario se dessiner. Les centre-villes sont réhabilités pour offrir une façade de respectabilité, de prospérité à la cité où se traitent les affaires. Les loyers d'appartements restaurés ne sont plus abordables pour les plus démunis qui se voient satellisés en banlieues.

Vidéo surveillance et « Office public de la tranquillité »

Jospin et Chevènement nous avaient annoncé qu'une des priorités du gouvernement était, pour 1999, le renforcement de la sécurité. Derrière toutes les opérations de replâtrage des quartiers dits « sensibles », l'État n'a qu'un but, c'est d'y réaffirmer sa présence et son cadrage des individus. En créant des

emplois (style emploi-jeunes sous-payés) « d'adultes relais », « d'agents d'ambiance », de médiateur, il dit vouloir redonner une place aux adultes, lutter contre l'incivilité des « sauvages ».

Mais quand l'État met en place une Couverture maladie universelle, il officialise le fait que plus de six millions de personnes (sur)vivent avec moins de 3 500 F par mois. Il officialise l'exclusion. Il est là pour cadrer des pans entiers de la population qui sont mis en touche du système production-consumation bien que toujours sollicités par les publicitaires et les vitrines regorgeant de richesses, des centre-villes.

Cette politique de surveillance systématique ne peut à terme que renforcer l'exclusion en marquant une ligne imaginaire entre les « bons citoyens » et les « méchants » et autres potentiels « nouveaux barbares », les « intégrés » et les « exclus ».

Avec l'approche des élections municipales, la gauche plurielle peut surfer dans ces campagnes locales dans la lignée ouverte par le gouvernement et courtoiser les électeurs adeptes de « partis de l'ordre ». Ainsi, au niveau de la Courly, les maires Verts et socialistes des 1^{er} et 9^e arrondis-

sements ont un projet de vidéosurveillance pour les pentes de la Croix-Rousse et la Duchère. Le maire communiste de Vénissieux va mettre en place un « Office public de la tranquillité », et ce standard téléphonique de la délation citoyenne ne fera qu'accroître les fractures... Dans ce contexte, il propose la candidature de la ville pour la création d'un « Centre pour peines aménagées ».

Les vrais responsables de l'insécurité : les patrons et l'État

C'est bien le jeu des élus de nous diviser et de nous détourner des vrais responsables de l'insécurité que sont les empires financiers, les entrepreneurs qui détruisent l'avenir de millions de personnes (par rapport au travail, aux risques d'endettement, aux manques de perspectives offertes à leurs enfants...).

Alors, lutter contre l'insécurité, c'est lutter contre le patronat, contre l'État, son valet, et s'inscrire collectivement dans une dynamique de lutte sociale.

Union locale de Lyon de la Fédération anarchiste

■ Tous les vendredis soirs à Montpellier, café libertaire à partir 20 h 30. L'Antre Anar, 5 rue Jeanne d'Arc.

■ Parution du numéro 34 de « Brisons nos chaînes ». Au sommaire : ethnocide des indiens en Guyane française, problématique d'une télévision libertaire... En vente à la librairie du Monde Libertaire, Paris.

■ Le numéro 30 de l'Encre noire, journal du groupe Jean Roger Caussimon de la FA, est disponible au CRES, BP113, 54510 Tomblaine.

■ Idées noires, l'émission des groupes lyonnais de la FA, c'est tous les mercredis de 21 h à 22 h sur Radio Canut (102,2).

■ Le groupe Spartacus de Clermont-Ferrand change d'adresse postale. c/o FA, B.P. 105, 63110 Beaumont.

■ Le numéro 224 du mensuel Alternative Libertaire (janvier 2000) est disponible à la Librairie du Monde libertaire et par correspondance (20FF/100FB. A épinglez : une présentation (très) critique du mouvement ATTAC. Abonnement pour les abonné(e)s du ML : 150 FF pour 10 numéros par chèque à l'ordre de Roger Noël à la B.P. 103, 1050 Ixelles 1, Belgique.

■ Le groupe Makhno de la région stéphanoise tiendra sa prochaine permanence 25 janvier à la Bourse du travail salle 15 bis; Cours Victor Hugo à partir de 18 heures.

Casse de la représentation ouvrière combative

Si le recours de plus en plus systématique à l'huissier et aux plaintes en Justice durcit l'arsenal qu'offre le système aux patrons pour casser la résistance ouvrière, un objectif à court terme du patronat peut être de contrôler totalement la représentation ouvrière dans les entreprises.

En effet, malgré les limites certaines des possibilités d'action d'un comité d'entreprise et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, puisqu'ils ont un rôle essentiellement consultatif, ces instances peuvent faire un travail incompatible avec l'objectif de rentabilité maximum du patron.

Exemples : nommer un expert-comptable de leur choix tous les ans (50 000 F en moyenne) pour éplucher les comptes de la boîte et permettre une information des élus et des salariés sur l'utilisation du fric; voter contre un bilan du plan annuel de formation qui ne favoriserait que l'encadrement, ce qui oblige l'employeur à payer des impôts sur les formations; obliger l'employeur à fournir un vêtement de travail ou à payer une prime de salissure à tous les salariés concernés, et non à une partie d'entre eux seulement (principe de non discrimination entre salariés de même condition).

Car il faut savoir qu'un casier judiciaire dépucelé peut, dans l'application rigoureuse de la législation, être un obstacle pour se présenter à une élection du comité d'entreprise.

Martial - groupe Kronstadt (Lyon)

Faits d'hiver

Histoire de cons

Dans son numéro du 6 janvier, notre non confrère, l'Express, rapporte (c'est pas bien) les propos suivants tenus par Dominique Voynet en 1997 : « Ministre ou pas ministre, les militaires, il faut les fréquenter pour ne jamais oublier à quel point ils sont cons. »

Depuis lors, l'état-major de l'armée de terre, rouge (pardon) de rage, hurle à la mort et, entre deux braiments, se répand en jappements pleurnichards du style « aujourd'hui, plus de 12 000 militaires sont engagés dans la lutte contre les suites de la tempête et de la marée noire. »

Selon nos dernières informations, madame la ministre n'a pas encore publié de communiqué de semi-excuses, mais nul doute qu'elle ne manquera pas de faire ce genre de connerie typical real-politik.

Pour notre part, ce que nous trouvons con c'est de laisser à entendre qu'il suffirait de ne pas fréquenter les militaires pour oublier qu'ils sont cons (et serviles) en toutes circonstances même s'il convient de reconnaître qu'ils peuvent l'être un peu moins dans certaines que dans d'autres.

Dans le même ordre d'idée, deux jeunes allemands, dont il semblerait qu'ils ne soient ni militaires ni écolos, viennent d'être condamnés à 3 000 F d'amende chacun par le tribunal correctionnel de Metz pour s'être attaqués (alors qu'ils auraient du savoir que depuis 1939 il suffit de la contourner) au chalumeau à une porte blindée de l'ouvrage fortifié « le Michelsberg », vestige de la ligne Maginot.

Comme quoi plus con qu'un militaire ou qu'une ministre écolo, c'est possible!

Jean-Marc Raynaud

En bref

Généralisation de la police de proximité en 2002 Fliquer ou être fliqué: il ne faut pas choisir!

AL'HEURE OU DES PARTISANS DU combat anticapitaliste viennent à demander un retour à on ne sait quel État-protecteur, il convient de rappeler qu'il n'y a pas désengagement de l'État mais repositionnement de celui-ci sur la « question sociale ». Pour preuve la prolifération de discours, d'études, de colloques ou d'articles de presse sur la « cohésion sociale », la « fracture sociale », le « délitement du tissu social » ou l'« exclusion ». L'État ne déserte pas le champ social comme certains essaient de nous le faire croire. Au contraire. Les pouvoirs publics ne cessent de se préoccuper de la destruction sociale en cours opérée par le capitalisme. Pour quelles raisons? Selon quelles modalités? Le pire n'est-il pas à craindre?

Les « violences urbaines » : nouvelles menaces pour le capital

Tout le monde se rend bien compte que la nouvelle dynamique actuelle du capitalisme aggrave encore plus les inégalités. Les riches n'ont jamais été aussi fortunés et les pauvres aussi miséreux. Dans le même temps, les attaques patronales et étatiques ont brisé les solidarités ouvrières d'antan. Alors, la bourgeoisie peut-elle crier victoire? Non, car une nouvelle hantise la guette. Ses éléments les plus lucides craignent une décomposition de la société. Les violences qualifiées d'urbaines (qui sont en fait des révoltes répondant à la violence que nous infligent quotidiennement l'État et le système économique) s'aggravent et se multiplient.

Pas une semaine ne se passe sans que des jeunes des cités s'en prennent à des chauffeurs de bus, à des enseignants ou à des équipements collectifs. Si ces saccages se passent la plupart du temps à la périphérie de la ville (voir l'article ci-dessous), ils commencent à se répandre dans les quartiers centraux et friqués des

agglomérations à l'occasion notamment de manifestations comme celles des lycéens réclamant des gommes et des crayons et... plus de surveillants. Mais ce n'est pas tant le déplacement centripète de ces violences qui les inquiète le plus. Ils prennent déjà les précautions qui s'imposent: vigiles, vidéosurveillance, configuration des bâtiments intégrant la dimension sécuritaire, voire ghettos pour riches aux États-Unis, en Amérique latine, en Afrique et maintenant à Tokyo ou Milan. En réalité, le principal danger pour les classes dirigeantes est ailleurs et plus grave à terme: comment perpétrer les rapports de production capitaliste quand l'assise sociale est de plus en plus bancalée?

Pourquoi accepter les règles du jeu quand on nous présente le travail intérimaire à vie comme seul avenir possible?

« Produire de la société » : un marché de plus

Or, au fur et à mesure que la précarisation gagne du terrain, les dirigeants s'aperçoivent que si une part importante de la productivité est permise par l'utilisation d'une main-d'œuvre taillable et corvéable, elle est aussi liée à l'environnement social. Ainsi, l'atomisation du corps social et le développement des « violences urbaines » risquent aussi de perturber la bonne marche du marché. D'où l'intérêt bien compris des possédants pour la lutte contre l'exclusion et l'accumulation de procédures, de dispositifs d'insertion (dans quoi?), de relance de politique de la ville et autres professions liées au contrôle des populations accablées à la misère. Actuellement, la vogue chez les sociologues patentés consiste à « produire de la société » avec à la clé une multiplication de nouveaux services de la ville appelant de pseudo emplois: correspondants de nuits, agents d'ambiance, femme relais, grands frères... Au-dessus de ces fantassins du social,

on trouve des chefs de projet, des agents de gestion rapprochée ou de développement, des experts concepteurs et des chargés d'insertion encadrés eux-mêmes par des élus locaux, des gestionnaires municipaux et des directeurs de services déconcentrés de l'État ou d'organismes publics et parapublics (Caisse des dépôts et consignations, société de HLM, ANPE, CAF...) chargés de relayer les orientations prises au sommet par les politiciens et les

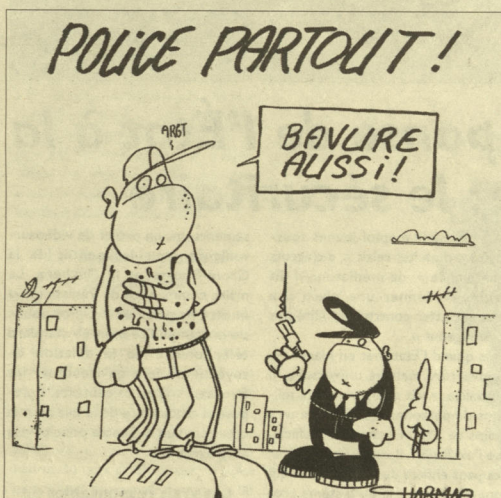
tâche, ont fait appel à la nébuleuse associative renfermant une main-d'œuvre bénévole ou bon marché et jetable si l'une de ces associations s'avise de se rebiffer contre les potentats locaux. Mais surtout, sous couvert de démocratie locale et de participation des habitants à la vie de leur quartier, un contrôle social des habitants par les habitants eux-mêmes se met en place peu à peu. Cette sorte d'autogestion de la misère se double aujourd'hui d'une

« coproduction de la sécurité » comme l'appellent savamment les socio-flics à la botte des élus, cette forme de délation qui s'installe tranquillement dans nos villes. Dans ces conditions, on comprend la volonté de l'État de généraliser d'ici 2002 le rapprochement de la « police et des citoyens » expérimenté dans 67 « quartiers sensibles » depuis 1999. Cette mesure réjouira sans doute la LCR qui préconise la mise sur pied « de formations ouvertes et adaptées offertes aux citoyens afin que ceux-ci n'aient plus ces attitudes de méfiance et de racisme envers les jeunes des cités populaires », tandis que les contrats locaux de sécurité devront impliquer « des travailleurs sociaux et des élus locaux ayant des idées d'ouverture ».

Derrière les apparences de démocratie de proximité, d'actions labellisées « citoyennes » et autre « prise en charge des habitants », on découvre le nouveau visage de l'État: celui d'un totalitarisme en germe s'appuyant sur l'échelon local. Pour notre part, nous dénonçons sans cesse cette République sécuritaire qui nous intime l'ordre de collaborer à la chasse aux pauvres.

À cet ersatz d'autogestion de la misère, nous opposons l'autogestion de la société, ce qui signifie au préalable la destruction du capitalisme et de l'État.

Guillaume – groupe Durruti (Lyon)



technocrates en « ingénierie sociale » et autres « technologies en intervention sociale ». Le tout constitue une armée d'encadrants devant gérer la misère et organiser la régression sociale.

Vers un contrôle social serré du territoire

Pour une gestion au plus près du contrôle social, le centre étatique a délégué une partie de ses fonctions aux collectivités locales qui, débordées à leur tour par l'ampleur de la

crises de foi De l'eau bénite dans le gaz

Du 24 au 29 octobre, se sont tenues au Vatican des Assises interreligieuses avec 200 représentants de toutes les traditions (catholiques, protestants, juifs, musulmans, bouddhistes...). Lors du jubilé, il y aura aussi ce genre d'événement. D'après Kamal Sharif, un des responsables musulmans présents aux assises, « il n'y a pas d'alternative au dialogue entre les religions ». Ces assises furent évidemment l'occasion de belles déclarations sur la tolérance et sur la paix. Un représentant juif dira: « Je vis pleinement notre fraternité à tous », un catho lui répondra: « il n'y a ni aînés ni cadets. Nous sommes frères tout simplement ». Bref: du bla-bla.

En Tchétchénie, par exemple, les religions sont des facteurs de guerre. Ainsi, d'un côté l'Église orthodoxe russe estime « justifiée » la lutte de l'armée russe contre le terrorisme, même si elle appelle à « éviter les dégâts et les pertes humaines ». Quelle hypocrisie! Avez-vous déjà vu une guerre sans dégâts et sans morts? De l'autre côté, le commandant islamiste Khattab a appelé le monde musulman à venir en aide aux combattants tchétchènes dans leur « guerre sainte » contre la Russie « infidèle ».

Autre exemple: en novembre 1999, le pape, lors de sa visite en Inde, pour y lire l'exhortation apostolique clôturant le synode pour l'Asie, a appelé à « l'évangélisation » de l'Asie, puis il a conclu que « l'Asie serait le continent du christianisme au troisième millénaire ». Cela n'a évidemment pas plu aux représentants de l'hindouisme. Ainsi, Sharma Prem, secrétaire général du Conseil mondial hindou a déclaré: « Si Jésus était vivant, il n'aurait pas permis au pape de prêcher pour des conversions ».

Chacun défend son territoire: à Moscou, le patriarche orthodoxe Alexis II critiquait le prosélytisme catholique en Russie et en Ukraine. Au Népal, en août dernier, des bouddhistes tibétains accompagnés par des lamas ont détruit cinq églises fréquentées par des chrétiens de l'ethnie Tamang. Voilà qui devrait faire réfléchir ceux qui pensent que la religion bouddhiste est celle de la tolérance...

Les discours sur la paix et la tolérance cachent une réalité qui est toute autre: celle du mépris et de la haine. Les hommes se détestent au nom d'un dieu et d'une vérité détenue par un pape, un pope, un imam, un rabbin, un moine ou un gourou...

Régis Boussières. – groupe Kronstadt (Lyon)

Vennissieux: l'impasse sécuritaire

LES HABITANTS DES MINGUETTES, VENNISSIEUX, viennent de recevoir une nouvelle punition. Les salariés et les lycéens qui doivent se déplacer quotidiennement hors du quartier, sont contraints de rejoindre le réseau des TCL (Transports en commun lyonnais) à pied, jusqu'au commissariat de Police: la « frontière », où ils ont à nouveau accès aux transports collectifs. Les chauffeurs de bus ont voulu réagir ainsi à la suite d'événements, qui comme l'année dernière durant la célébration de l'aïd ont vu des jeunes du quartier attaquer des bus à coups de pierre. Deux chauffeurs ont été blessés, ce qui a provoqué la colère légitime de leurs collègues et le refus de desservir la zone des Minguettes.

On peut regretter une action syndicale qui ne revendique que plus de sécurité, oubliant des exigences qui auraient le mérite d'avancer solidairement avec les populations concernées vers une résolution du fond du problème. Les chauffeurs ne seraient plus victimes de braquages si les transports étaient gratuits. Et surtout quel soulagement ce serait pour les plus démunis qui doivent payer les transports en commun les plus chers de France. On ose s'interroger dans les médias sur les raisons de leur colère alors qu'ils sont de plus en plus victimes de sociétés de recouvrement impitoyables, au service des TCL. On sait faire payer les pauvres quand il le faut, ce qui n'empêche pas

d'investir en bourse avec le fric des amendes et d'engager des fonds dans les campagnes anti-fraudeurs ou pour rémunérer de nouveaux contrôleurs. La population risque de se trouver un peu plus stigmatisée par sa mise en quarantaine et cela rajoutera à son désarroi et à sa colère. En effet, on avait déjà montré du doigt Vennissieux lors de l'incendie d'une voiture au G.P.L. dans lequel un pompier avait perdu une jambe. Ces derniers mois il y a eu des attaques successives contre le bureau de poste local, contre des médecins et des pharmaciens (raquetés), des écoles (saccagées), et des voitures (brûlées).

Face à cette situation, le maire communiste André Gerin s'était jusqu'à aujourd'hui cantonné au développement de la police municipale et à la construction de parkings privés. Vu l'urgence de la situation et des élections il est aujourd'hui sur la brèche et cherche à surfer sur le mécontentement. Les services publics mobilisés cette semaine lors d'un rassemblement le 19 et de grèves dans les écoles le 20, pour une fois unis, le seront pour faire le jeu du gouvernement en matière de police de proximité. Il devrait s'agir pour eux et pour la population de participer à un cadrage au plus près du quartier pour juguler une violence dont on semble vouloir oublier qu'elle provient de la misère économique et sociale.

Jean. – groupe Kronstadt (Lyon)

Le jour où la merde vaudra quelque chose, les pauvres naîtront sans cul

A l'heure où quelques dizaines de milliers de pauvres gens en sont encore à être privés d'électricité, où des dizaines de milliers de braves gens ahangent comme des phoques à ramasser les immondices pétroliers d'un quarteron de capitalistes criminels et où des centaines de milliers de gens ordinaires pleurent toutes les larmes de leurs corps devant le désastre d'une vie de travail réduite à néant, une bande de pithécantropes encravatés de morgue s'affaire autour des calculatrices.

Des millions d'arbres à terre qu'il va falloir débiter, gérer, vendre; des millions d'antennes de télé qu'il va falloir remplacer; des centaines de milliers de baraques qu'il va falloir retaper; des je ne sais pas combien de digues, de serres, de remises, de plages, de granges, de stations balnéaires, de poteaux, de pylônes, de cheminées, de stèles, de clochers, de fils, de bagnoles, de bateaux, de filets, de poissons, de panneaux publicitaires, de moules, d'huîtres, de fleurs, de tuiles, de grains de sable... qu'il va falloir construire, reconstruire, aménager, réparer, changer, refaire, arranger, restaurer, produire, vendre... mais c'est bien sûr!

Des milliards, des dizaines, des centaines de milliards à la clef? Un point, un point et demi, deux points de croissance du PIB en plus? Du travail, bien évidemment pour réaliser tout cela et, donc du chômage en moins (c'est bon pour les élections ça, coco).

Des sous, du profit, un gigantesque profit, surtout!

Et peu importe que Total ne prenne que deux heures de colles et cent lignes de charité pour avoir assassiné la mer et égorgé mytiliculteurs, ostréiculteurs et pêcheurs au seul motif de gagner trois sous en faisant transporter son pétrole par des rafiotis sous pavillons de complaisance skipés par de pauvres bougres d'hindous payés avec un lance pierre; et que les tempêtes résultent de modifications climatiques consécutives à un massacre de l'environnement naturel résultant d'une pollution générée par un appétit de profits mettant en péril, à force d'exploitations éhontées et à courte vue, les conditions même de la vie; que des enfoirés continuent à dégazer au large because les amendes sont toujours moins chères que le coût d'un nettoyage des cuves dans un port; que

l'enterrement des lignes d'électricité et de téléphones ne soit toujours pas à l'ordre du jour de l'évidence pour cause de gagner deux picaillons; que les sociétés d'assurances remboursent d'autant plus rubis sur l'ongle que l'État, et donc le contribuable, et donc nous, paiera; et que de nouvelles marées noires, de nouvelles tempêtes, de nouvelles arnaques... re-fleurissent sur le fumier



d'un capitalisme qui continuera de chier la misère, la destruction de l'environnement et l'absurde d'un suicide social et écologique!

C'en est à pleurer!

Le capitalisme, et c'est sa force, fera toujours du fric sur tout et surtout sur l'adhésion du plus grand nombre à ses valeurs.

Il nous fait nous entretenir pour le plus grand profit des marchands de canons en nous faisant l'aumône de la fabrication des obus que nous nous mettons respectivement

sur la gueule. Il surfe sur les marées noires qu'il provoque en nous faisant l'aumône de leur gestion (bénévole) via des médocs (les produits antipollutions) qu'il nous fait fabriquer et qu'il nous vend. Il assassine les conditions de la vie en nous embauchant (pour pas cher) dans l'immense usine des conditions de la mort. Il produit et nous fait produire de la merde et réussit à nous la vendre.

Sans doute est-il possible de produire moins de merde et d'en produire de la plus aseptisée?

C'est ce que les petits bourgeois socialistes, communistes (staliens et assimilés), Verts et chrétiens-sociaux de droite et de gauche tentent de nous faire croire en nous offrant pour toute perspective la gestion caritative de l'ingérable.

Peut-être parce que c'est possible, parce que ça serait plus simple et parce qu'on n'a plus le choix, on voudra bien me pardonner, cependant, de rêver (et de me battre pour) à un monde sans merde, sans producteur de merde et sans consommateur de merde.

Travailler pourquoi? Fabriquer quoi? Bouffer quoi? Survivre pour quoi et comment?

Je te laisse réfléchir là-dessus.

Jean-Marc Raynaud

Politique de l'immigration en Belgique

Régulariser pour mieux expulser

EN ÉTÉ 1998, CIRCULA UNE pétition demandant la libération d'une détenue du centre fermé du « 127 bis ». Cette jeune femme de 20 ans avait fui le Nigeria, puis le Togo, où elle était encore poursuivie par la famille de l'époux promis, 65 ans et déjà trigame. Elle était arrêtée dès son arrivée en Belgique, le 25 mars, et déboutée de sa demande d'asile car le patriarcat n'est pas une oppression et le sexisme n'est pas une persécution. Son combat (et celui des soutiens) empêchera son expulsion (ainsi un pilote refusera son embarquement) et créera même une mutinerie et une évasion collective. Et

puis, la nouvelle tombe le 22 septembre 1998, Semira Adamu est morte lors de la sixième tentative d'expulsion, étouffée par des gendarmes, dont un récidiviste du tabassage d'expulsé. Là, même en France, les médias se réveillèrent. La France et la Belgique se rappelaient « leurs problèmes » avec leurs immigrés « clandestins ».

Le contrôle social : une question de dosage

Aujourd'hui, la Belgique revient brièvement dans l'actualité française. Le gouvernement contrôle ses frontières contre l'étranger, même (un peu) contre

la France! Que se passe-t-il? 15 000, c'est l'objectif officiel et annuel des expulsions souhaitées. Le scénario est classique : un organisme administratif « neutre » mais sous influence, des centres de rétention, une force de l'ordre, un service privatisé de transport. Ici, l'Office des étrangers, six « centres fermés » (avec, parfois, double rangée de barbelés, chemin de ronde, cachots d'isolement pour 24 heures, renouvelables, possibilité d'entraves et camisole...), la gendarmerie (dont on garantit ne pas laisser l'entier monopole de l'aéroport à ses éléments d'extrême-droite!), la Sabena.

La France n'est donc pas une exception... culturelle. C'est l'impasse, depuis juillet, le parti écolo est au pouvoir et la base râle contre les expulsions, notamment une rafle de tziganes en octobre. Les employeurs ont besoin de main-d'œuvre docile. L'Église s'interroge... Bref, le contrôle social demande un réajustement, la loi de 1980 (voir une certaine ordonnance de 1945) sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » doit être modifiée une nouvelle fois (la douzième?).

Répression et régularisation font bon ménage

Après quelques tribulations, le parlement tranche le 22 décembre. Depuis le 10 janvier et pour trois semaines, les clandestins capables de ne pas porter

atteinte à l'ordre public ou à la dignité de l'État et présents sur le territoire depuis 4 à 5 ans, pour les déboutés, ou 5 à 6 ans, pour les sans-papiers, peuvent régulariser leur situation. 20 000 à 25 000 personnes sur 75 000, selon les estimations. Le Soir du lundi 10 prévient, rassuré, qu'il s'agit d'une « monnaie d'échange [pour] une politique d'expulsion plus musclée ». Certains soutiens des sans-papiers déconseillent d'ailleurs aux « illégaux » ne respectant pas les critères de remplir un questionnaire qui faciliterait leur fichage et leur

expulsion. Évidemment, des fonctionnaires communaux font du zèle, se créent leur propre liste de critères pour fournir le formulaire qu'ils sont simplement chargés de distribuer et seraient dignes de postuler dans les préfectures de Chevenement.

L'instruction du dossier Semira Adamu vient de se terminer, début 2000. Mais, comme déjà la régularisation partielle en cours, elle repasse au second plan de l'actualité. Le spectacle continue.

Claude Delattre

VIDÉO

Aller simple vers l'hiver

Ce 52 minutes, basé sur des faits réels, est dédié « à Sémira Adamu, aux inconnus trouvés morts dans la cale de l'Elise D. et à tous les damnés de la terre qui refusent que leur voix soit étouffée ». Il est réalisé par Mourad Boucif et des jeunes du « Village du Monde » de Mons.

« Au beau milieu de l'hiver, Malika, treize ans, débarque dans la classe d'une petite école de village en Ardenne. Pas trop bien habillée, le visage fermé, elle répond invariablement "Comprends pas!"... »

« Aller simple vers l'hiver », c'est le récit d'un long voyage. De la guerre dans le désert vers le bidonville. Du bidonville vers l'Europe, caché dans les cales immondes d'un cargo. Des perquisitions et des arrestations de sans-papiers, des Centres fermés et de la solidarité. Aller simple vers l'hiver, c'est l'histoire d'une jeune exilée qui serrait les dents pour ne pas pleurer. Et qui serrait les poings pour ne pas oublier. Cassette VHS disponible (500 FB) au profit de l'asbl Frontières ouvertes : Le Village du monde (asbl Le Coron), Rue du Cerisier, 20, B7033 Mons, tél 00 32 (0)65.84.19.01. Pour une projection publique, contactez Libération films, tél. 00 32 (0)22.17.48.47.

8^e camp'antar

L'Union régionale Belgique francophone de la Fédération anarchiste vous invite au 8^e barbecue camp'antar le dimanche 30 avril 2000 à Péruwelz, Théâtre du Fil à la patte (50, rue de Roucourt)

Au programme :

- 14 h! Accueil • 15 h! Débat: La Fédération anarchiste en Belgique francophone, pourquoi? comment?
- 20 h! Barbecue camp'antar • 21 h! Le Gogol Expérience Theater vous propose sa dernière création collective, « Mon coq est mort, on n'est pas dans la merde »
- 22 h! Fin de soirée musicale
- PAF (repas + spectacle): 300 FB ou 50 FF.

Une inscription préalable est indispensable (pour éviter les gaspils), à adresser à Alternative Libertaire sur le compte 001-0536-851-32 ou par chèque, BP 103 à 1050 Ixelles I - par fax au 02/649.40.46 - par e-mail : libertaire@swing.be

Jubilé 2000 à Jérusalem

On vous l'a déjà dit, la religion rend fou

JÉRUSALEM, QUI COMPTE DÉJÀ SON pesant d'illuminés en temps normal, attire, Jubilé oblige, plus que jamais des mystiques et des pèlerins de l'Apocalypse. On sait que beaucoup se préparent à la fin du monde, et que certains sont décidés, dans leur délire biblique, à la provoquer - au moins pour eux-mêmes. Depuis un an, la police israélienne a expulsé une soixantaine de chrétiens américains ou européens protestants, pour la plupart soupçonnés de vouloir se suicider pour l'ultime saint Sylvestre du siècle, en « terre sainte », afin de hâter le retour du Christ. Une unité spéciale de la police dotée d'un budget de 12 millions de dollars a été mise en place l'été dernier, afin d'éviter tout bain de sang. Le ministre de la sécurité intérieure, Shlomo Ben Ami, ne peut pas se permettre de prendre la menace millénariste à la légère, alors que plus de trois millions de touristes sont attendus en Israël cette année, dans le sillage de la visite du pape à Jérusalem, prévue en mars. Le F.B.I. lui-même a récemment désigné Jérusalem comme l'un des grands foyers à risque dans un rapport sur les sectes à l'approche de l'an 2000.

Les raisons de la pathologie

Tout cela est dû à la Bible. Michel Sigrist, directeur de l'école biblique, explique: « Aux yeux des chrétiens, Jérusalem symbolise le paradis retrouvé. Aucune ville n'est aussi souvent dans les Écritures. Elle y est mentionnée 500 fois. » Dans l'ultime

chapitre de l'apocalypse, si chère aux illuminés, il est écrit ceci: « J'ai vu la Jérusalem nouvelle qui descendait du ciel. Elle s'est faite belle comme une jeune mariée parée pour son époux ». Voilà de quoi exalter dangereusement les esprits mystiques.

Les « chrétiens inquiets », menés par Monte Kim Miller depuis 1980, tracassent particulièrement la police. Une vingtaine de membres de cette secte chrétienne de Denver, apparemment frappés de violentes pulsions suicidaires à l'approche du nouveau millénaire, ont été expulsés de Jérusalem en janvier dernier. Pour ses fidèles, Monte Kim Miller n'est autre que la réincarnation de l'un des deux témoins du Nouveau Testament venus annoncer le retour du Christ. Conformément au destin des deux prophètes, Miller, qui est poursuivi pour entourage diverses aux États-Unis, a affirmé qu'il mourra « en décembre 1999 » dans les rues de Jérusalem avant de ressusciter trois jours et demi plus tard. « Jésus est mort sur la croix et notre devoir est de mourir », se plaît à dire Miller, dont personne ne sait actuellement où il se trouve. Ses ouailles, quant à elles, tentent par tous les moyens de venir à Jérusalem.

Frère David, lui, vivait dans le quartier d'El Ayariyan, près du mont des Oliviers. C'est là, raconte la Bible, que Jésus ressuscita Lazare. Et c'est là, d'après les disciples de frère David, que surgiront les signes annonciateurs du Jugement dernier. Le frère, ainsi que ses fidèles, ont été expulsés avant le Jugement der-

nier par la police. La fin du monde se fera sans eux... Il n'empêche que ce délire est le fruit d'une religion, de son enseignement et de son livre de référence: la Bible. Voilà qui devrait faire réfléchir ceux qui pensent que les religions traditionnelles

sont des remparts efficaces contre les sectes et leurs délires paranoïaques. Actuellement, beaucoup de personnes, y compris des incroyants, prennent la défense des religions. C'est le cas dans l'hebdomadaire *Marianne* du 3 janvier 2000,

de sectes chrétiennes apocalyptique peuvent se radicaliser et passer à l'action s'ils se sentent persécutés ». À l'évidence, il ne faut pas chatoiller beaucoup ces fanatiques du big bang final pour les faire basculer dans la franche paranoïa. Discrètement exposé au fond d'une librairie, un recueil d'extraits de l'Apocalypse met en garde le lecteur dans une préface énigmatique: « Tu pourrais être recherché et décapité pour ton témoignage et pour la parole de Dieu, mais ça vaut la peine. »

L'analyse des psychiatres

Le Dr Yair Barel, un psy, résume la situation: « il est extrêmement difficile de déceler la différence entre un mystique cinglé mais inoffensif et un fanatique prêt à jouer avec la mort. »

Une question hante tout le monde: si l'apocalypse n'a pas lieu au début 2000, comme les millénaristes le pensent, que va-t-il se passer? Pour Shlomo Giora Sohan, professeur de théologie à l'université de Tel-Aviv, « certains millénaristes fervents, déçus de ne pas voir arriver l'Apocalypse, peuvent être tentés de commettre un acte violent afin de précipiter le cours des choses ». Le coup de folie d'un fanatique isolé peut arriver à tout moment. Ce ne sont pas les illuminés qui manquent dans les lieux saints de Jérusalem. Car la ville sainte ne fait pas que des bienheureux: elle nuit parfois gravement à la santé mentale de ses pèlerins, « plus que toutes les autres villes saintes », affirme le psychiatre Yair Barel. On parle de « syndrome de Jérusalem »: cette étrange pathologie se manifeste par de violents accès mystiques. Rien que pour 1999, il y a eu 50 cas. Les tranches du « syndromé » sont connues: forte anxiété, besoin irréspressible de visiter les lieux saints en solitaire, rites de purification obsessionnels. Puis le pèlerin échauffé remonte le chemin de croix en chantant des psaumes d'une voix de stentor, enveloppé dans un drap blanc. 97 % des victimes du syndrome de Jérusalem relèvent de l'une des nombreuses dénominations protestantes.

« Ils ont souvent connu une enfance très rigoriste, avec la Bible comme principal référent, explique le psychiatre Yair Barel. Ils ressentent un grand choc en découvrant les lieux saints, qui ne correspondent pas à la représentation idéaliste qu'ils s'en faisaient. »

On voit les ravages que provoquent les religions sur les individus, elles en font des fanatiques, des déséquilibrés. Il est plus que temps de dénoncer ces embrigadements d'enfants à coup de Bible, de Dieu et de dogmes. Quant à eux, les anarchistes proposent une éducation débarrassée de tout endoctrinement religieux ou politique afin de construire une société d'individus libres et autonomes.

Régis Bousières. - groupe Kronstadt (Lyon)



par exemple, où figure un dossier assez contestataire sur l'Église. L'édito est quant à lui consternant dès le titre: « Pourquoi nous avons besoin de l'Église ». Ainsi: « Il n'est peut-être pas de bon ton de le constater, mais, aujourd'hui, et à quelques scories près, l'Église catholique apparaît de plus en plus - dans un monde que recouvrent les imprécations fanatiques, les fatwas intégristes, les intolérances communautaristes et les élucubrations sectaires - comme une force de compréhension, de paix et d'ouverture. Surtout, à l'aube de ce nouveau siècle, peu à peu dégagée de ses compromissions d'hier, elle a su mettre sa puissance spirituelle au service des droits de l'homme et du progrès social ». C'est oublier que le fanatisme religieux, les fatwas, l'intégrisme sont des résultantes des religions elles-mêmes.

Comme le disait déjà Diderot: « la croyance d'un Dieu fait et doit faire presque autant de fanatiques que de croyants. Partout où l'on admet un Dieu il y a un culte, partout où il y a un culte, l'ordre naturel des devoirs moraux est renversé et la morale est corrompue. Tôt ou tard, il vient un moment où la notion qui a empêché de voler un écu fait égarer cent mille hommes. » Le journaliste israélien Gorenberg met en garde les autorités: « les membres

dans la toile

L'habitude de parsemer nos contributions de citations de nos prédécesseurs, outre qu'elle nous évite de réinventer l'anarchie à chaque fois qu'on nous demande de nous exprimer nous rappelle à une certaine humilité - même s'ils n'ont pas tout prévu, pensé et conceptualisé, ils ont quand même fait une bonne part du boulot - ne risquant pas de se perdre et le temps nous manquant parfois pour aller mander dans l'ouvrage ad hoc celle qui éclairera le mieux notre pensée, je pense qu'il est bon d'avoir dans nos signets l'adresse du site de Ian Mayes ([http://medusa.twinoaks.org/members/\(1\)An-ok/](http://medusa.twinoaks.org/members/(1)An-ok/)) qui y compile une « best of » de Bakounine (malheureusement, accessible aux seuls anglophones).

Dans le même esprit (et toujours dans la même langue), ne ratons pas non plus les *Anarchy Archives* (http://dwardmac.pitzer.edu/anarchist_archives/) qui regroupe des notes biographiques et bibliographiques sur divers auteurs traditionnels tels que Proudhon, Godwin, Stirner ou Chomsky (pour ne nommer que les plus notables) ainsi qu'une histoire de l'anarchisme. Anecdote, mais non dénuée d'intérêt, la page de Dana Ward intitulée *Anarchy and the internet* (<http://dwardmac.pitzer.edu/dward/classes/Anarchy/anarchyinternet.html>) renvoie à d'autres sources et, pour les mordus de la technique, propose aussi au téléchargement les utilitaires les plus souvent utilisés par les internautes et développeurs de sites.

Débordant largement de notre sujet, les *Text archives* (<http://www.etext.org/index.shtml>) présentent, entre autres, une sélection de textes anarchistes ou sur l'anarchie dans leur rubrique politique. Pour ceux que la langue

de Berkeley n'évoque rien, voici dans celle de Nietzsche un site dense proposant de nombreux textes anarchistes: Dada (<http://www.free.de/dada/index.htm>).

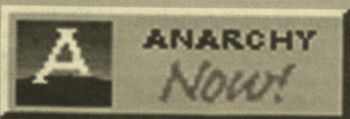
Si je puis me permettre une remarque personnelle, il serait temps que des sites francophones aussi riches se mettent en place, la glossologie ne faisant pas, à ma connaissance, partie de notre arsenal conceptuel.

Pour changer de sujet, je vous signale trois sites dédiés à l'anarcho-féminisme: *AnarchaFeminism* (<http://www.geocities.com/Paris/2159/anfem.html>) avec une bonne présentation du mouvement espagnol Femmes libres, *Luna 1997* (<http://www.thecdp.demon.co.uk/luna1997.htm>), site d'un groupe anarcho-féministe tchèque et Lilith 14: Inhoud (<http://www.xs4all.nl/~dzs/lilith/14/index.htm>) dont je ne puis préjuger de la qualité puisqu'il est rédigé en hollandais, langue que je ne lis pas.

Pour finir, et afin de ne pas perdre une bonne habitude, voici l'adresse d'un site plus ludique: Philosophie 340 (<http://pages.infinit.net/ggour/apop/phil0.htm>), une véritable mine d'or pour ceux que la matière intéresse.

À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard samal95@aol.com



LECTURE

Champs, usines, ateliers. Pierre Kropotkine

CHAMPS, USINES ET ATELIERS ou l'industrie combinée avec l'agriculture et le travail cérébral avec le travail intellectuel de Pierre Kropotkine est paru chez Stock en 1910 et était aujourd'hui, comme d'innombrables textes anarchistes anciens, introuvable. Il faut tirer un grand coup de chapeau à Christian Berst et à Phénix éditions d'avoir osé la réédition de ce livre et de s'être fixé comme objectif la mise à disposition (à raison de plusieurs dizaines de titres par an) du lecteur d'aujourd'hui de

tous les bouquins anars épuisés depuis des lustres. Cet objectif hier encore insensé (actuellement on n'imprime pas un livre à moins de mille exemplaires et quand on met plusieurs années à les vendre cela ne permet pas d'en rééditer beaucoup) est aujourd'hui possible grâce à une machine. Cette machine, en effet, scannérise et numérise un texte et peut, à la demande, imprimer le nombre d'exemplaires voulu. En clair, avec cet engin, un éditeur opérant dans la micro édition (100 ou 200 exemplaires d'un titre vendus par an)

peut désormais imprimer en fonction des commandes qui lui sont adressées et échappe aux pesanteurs de la gestion des stocks et d'un investissement financier mettant trop de temps à s'amortir. Restait néanmoins à tenter l'aventure. C'est fait et c'est peu dire que nous nous devons de tout faire pour qu'elle continue. Ce livre de Kropotkine est ce qu'on appelle un classique. Une œuvre majeure de la pensée anarchiste, si vous préférez. C'est un bouquin qui est, bien évidemment daté, mais dont l'architecture

théorique n'a pas pris une ride. À l'heure de la mondialisation, de la division internationale du travail et d'une interdépendance des économies basée sur des hiérarchies de toutes sortes (et donc sur une dépendance accrue des plus nombreux par rapport à une minorité) on ne se lasse pas, en effet, de lire un Kropotkine nous expliquant que l'organisation économique du monde doit reposer sur des échanges entre égaux, c'est-à-dire entre pays, nations, régions... bien assis sur un maximum d'autonomie en matière agricole, industrielle ou autre. Et que ces échanges entre égaux qui développent des relations de complémentarité et d'entraide passent par une éducation intégrale tordant le coup à une division-hiérarchisation entre l'intellectuel et le manuel. Ajoutons à cela que Kropotkine écrit simple et clair, que ce livre est d'une

très belle texture, et on aura compris que c'est véritablement bon-heur que de s'y plonger. *Évolution, révolution et idéal anarchique* (reprise de l'édition de 1898) d'Elisée Reclus (2) et *Au café suivi d'Entres paysans* (reprise des éditions de 1921 et 1911) d'Errico Malatesta (3) viennent d'être réédités dans la foulée de *Champs, usines et ateliers*, et c'est du pareil au même.

Bonne lecture à vous, donc!

Jean Marc Raynaud

- (1) *Champs, usines, ateliers*, Pierre Kropotkine. Avant-propos de Michel Ragon, préface de Marianne Henkel. Phénix éditions. La bibliothèque libertaire et anarchiste. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. (+10% pour le port).
- (2) 302 pages, 110 F.
- (3) 204 pages, 95 F.

EXPO

Peintres et anarchistes : le « groupe de Lagny »

Lagny-sur-Marne fête le centenaire de son premier Salon des Beaux-Arts en rendant hommage aux artistes qui y exposèrent. En 1885, trois amis plantent leurs chevalets aux abords de la petite cité briaire longée par la Marne. Ils s'essayent à une nouvelle manière de peindre qui consiste à juxtaposer des touches successives de différentes couleurs. Ils sont les pionniers de cette nouvelle manière de peindre dont Georges Seurat est l'inventeur : le pointillisme.

Ces trois artistes avant-gardistes ont pour nom Emile Cavallo-Peduzzi, Léo Gaumon et Maximilien Luce. Lucien Pissaro les rejoins en 1888. Ils deviennent le « groupe de Lagny ». Rapidement connus, ils organisent en 1889 le salon des Beaux-Arts.

Cent ans après, quelques toiles reviennent à Lagny, complétées par celles de proches amis : Charles Augrand, Albert Duloise-Pillet, Louis Hayet, Camille Pissaro, Paul Signac...

Autour de 120 tableaux provenant de collections particulières et de plusieurs Musées d'Europe (Orsay, Amsterdam, Cologne, Genève...) pendent de grandes bannières consacrées chacune à un peintre. Le texte, clair et précis, non seulement explique bien cette évolution de la peinture mais replace l'artiste dans l'époque sans ignorer l'attitude politique des artistes. Régulièrement, le vocabulaire anarchiste apparaît. Rappelons-nous : Maximilien Luce demandant à Camille Pissaro de rédiger un texte sur le rôle et le groupement des artistes dans une société anarchiste, les soutiens directs en offrant des toiles à des journaux comme « Les Temps nouveaux » de Jean Grave comme lots de tombola, la participation à la presse par des illustrations sur des sujets sociaux.

Bernard

Les peintres du groupe de Lagny jusqu'au 30 janvier de 13h30 à 18h30 (nocturne le jeudi jusqu'à 20h30) ; fermé le mardi, à l'hôtel de ville de Lagny (77). Renseignements 01 64 12 74 00.

copinage

Le spectacle **Tête de pluie** avec Louis Arti et François Chatot à lieu à la MC 93 de Bobigny (1, bd Lenine) du 19 janvier au 6 février. Tél : 01 41 60 72 72.

Au Train théâtre de Portes-lès-Valence aura lieu la 3^e édition de **Nuit blanche pour chansons noires** samedi 12 février à partir de 20h45 avec Peio Serbielle, Lulu Borgja, Yvon Etienne, Les Malpolis. Tarif unique : 150 F (buffet inclus). Réservation obligatoire, 1, rue Aragon, Portes-lès-Valence : fax : 04 75 57 14 50 ; e-mail : train-théâtre@wanadoo.fr

Une nouvelle émission sur Radio Libertaire Ni dieu, ni maître-queue ! ou encore « Le drapeau noir flotte sur la marmite... »

Cette émission anarchoculinaire abordera, autour d'un plat, d'une recette, d'une boisson ou d'un aliment, une discussion sur l'origine, les modes de culture, de récolte et de conservation, le déplacement géographique ou le cheminement historique, la place dans la culture, dans les événements de la vie, les aspects économiques (« faire son marché »), les enjeux économiques plus globaux, les côtés conviviaux, les boissons, etc. Elle évoquera le plaisir de cuisiner, de qui et pour qui, dans quelles occasions ? Elle invitera des amoureux de la bouffe, elle épinglera les coincés de la fourchette et les puritains du gobelet. S'y ajoutera une rubrique diététique par Sophie.

La première émission a lieu le dimanche 23 janvier à partir de 14 heures et traitera du roquefort, de la tome du Larzac et de la place de ces produits dans l'actualité récente, OMC et Seattle notamment. Les émissions suivantes auront lieu les 20 février et 19 mars et traiteront de la cuisine vosgienne.

Bon appétit et à bientôt sur 89.4 !

Momo, Sophie et Elisabeth

CINÉMA

Ressources humaines Laurent Cantet

MARDI 11 JANVIER 2000 : BEAUBOURG n'ouvre pas encore ses portes après travaux, car des personnels sont en grève contre les 35 heures. D'autres travailleurs protestent eux-aussi contre cette loi... Bulletin provisoire de la réalité sociale. Côté fiction, le bulletin de santé sociale est au beau fixe : *Ressources humaines* a été montré sur arte le 14 janvier, puis sur les écrans à partir du 15. Film sur les différentes problématiques que l'application des 35 heures ne cessera de susciter, *Ressources humaines* part d'une interrogation. Est-il vrai que le monde du travail se dresse, unanime, contre les 35 heures ? Voilà sur quoi le film de Laurent Cantet démarre. Il nous présente un fils d'ouvrier, effectuant un stage dans l'usine ou son père travaille depuis trente ans. Chargé d'étudier la nature des réactions au passage des 35 heures, il conçoit un questionnaire. Le patron intervient pour modifier ses questions, disons la façon de les poser. Face à ce questionnaire, les attitudes sont très différentes. Les uns ne le remplissent même pas, arguant que ce n'est qu'une manœuvre de la direction... Les autres, dont son père, disent « tu me le corrigeras ». D'autres encore lui font comprendre qu'il est passé de l'autre côté, qu'il a trahi. Ainsi, par un mouvement centrifuge, on approche de la vraie question posée par le film : comment le père et le fils se sortiront de cette épreuve ? Morale ouvrière, éthique d'un travail lié à l'amour de « sa » machine, de son poste de travail, voici la position du père qui rêve une autre vie pour son fils. Et si ces 35 heures signifiaient réellement un mieux, plus de temps libre, plus de loisirs et des emplois pour des gens au chômage, pense sincèrement le fils. La déléguée syndicale n'a qu'un ricane mépris à opposer à ces arguments d'un social-traiter.

Qu'elle ait tort ou qu'elle ait raison n'est pas la raison du film. Car ce qu'on fait n'est pas déterminant, dit Laurent Cantet, ce qui est important, c'est comment on le vit ! Et

le père vivra mal que son fils se dresse contre le patron qui veut le licencier au bout de trente ans. Le fils vit mal cette saloperie faite à son père. Et c'est à ce moment que le film devient poignant de vérité et de force, car au-delà de la fraternisation sur fond d'injustice sociale, il cherche véritablement à montrer ce qui est inaliénable pour chacun de ces deux hommes, accessoirement père et fils. Il révèle aussi l'humiliation infligée que le fils vit par et pour son père et qui va creuser un fossé entre eux. Chacun se révèle dans cette épreuve. Chacun va rester dans sa logique aussi. Face aux mutations du monde du travail, un très jeune réalisateur parle d'ouvriers, d'usines, de la lutte des classes, de l'amour du travail. Il le fait calmement et en toute simplicité. Laurent Cantet réussit à rendre son film poignant, sa fiction est vraie. Le film s'est élaboré en plusieurs étapes : l'exposé parle d'un conflit père-fils dans le monde ouvrier ; avec quelques pages rédigées, Laurent Cantet se rend avec son co-scénariste à l'ANPE de la région où il tournera son film. Il recrute des volontaires pour des répétitions. Il vérifie si les situations de son script sont convaincantes pour ces ouvriers, employés et cadres au chômage choisis pour le film. Les gens recrutés adhèrent à son projet, suggèrent des modifications de langage, formulent les phrases à leur façon. Tout avance très vite. En revanche, ça sera long pour trouver l'usine qui acceptera le tournage. *Ressources humaines* s'est ancré pas à pas dans la réalité : le film affronte l'inévitable lutte entre patron et ouvriers, l'angoisse liée aux licenciements et à la compression des effectifs, se coltine même un vrai ex-patron d'une PME qui a accepté de jouer ce patron-là. C'est plus vrai que nature, mais c'est la lutte des classes quand même. La surprise vient du personnage le plus stéréotypé du film et d'un camarade d'atelier du père. La solidarité aussi est un mouvement.

Heike Hurst (Fondu au noir-Radio libertaire)

radio libertaire
Paris • 89.4 MHz

vendredi 21 janvier à 19 heures :

L'Antenne du social : avec Bernard Perret, économiste, auteur de « Les Nouvelles frontières de l'argent », Marie-Louise Pellegrin, anthropologue, auteur de « Des inactifs aux travaillants », Nicole Guilloteau, fondatrice du SEL de Paris et Sellig, humoriste.

samedi 22 janvier à 11 h 30 :

Chronique syndicale : avec la Confédération paysanne pour un bilan des luttes de 1999.

mercredi 19 janvier à 10 h 30 :

Blues en liberté : le thème du train dans le blues.

15 janvier 2000

Une parade pour les unes, une manif pour les autres

UN SAMEDI ENSOLEILLÉ SUR Paris, un bel après-midi pour une manifestation différente, festive... Les femmes font de la politique autrement. En effet, le Collectif national des droits des femmes a appelé à une manifestation « Les femmes prennent la Bastille » autour de cinq thèmes principaux : Liberté, Autonomie, Dignité, Égalité et Solidarité. Pour les organisations qui ont impulsé cette initiative, la gauche plurielle dans son ensemble, les syndicats, l'extrême gauche, le mouvement associatif et les féministes, il s'agissait avant tout d'en faire la première étape de la Marche mondiale des femmes en France.

Une parade

Cette manifestation nouvelle, plus conviviale que les défilés habituels, s'articule en cinq cortèges successifs, chacun ouvert par un camion-plateau chargé de l'animation, slogans, chants et musique. Le premier « Liberté » contre les entraves au droit des femmes à disposer de leur

corps est encadré par la CADAC, le MFPF et Ras l'Front. C'est dans celui-ci que se retrouve le plus grand nombre de collectifs, d'individu-e-s ou d'organisations venus de province, avec parfois des slogans plus larges que l'appel national, notamment l'abrogation de la loi 1920 qui criminalise l'avortement. Le second « Autonomie » contre le chômage et la précarité est composé essentiellement des organisations syndicales qui n'est pas animé d'un grand entrain. Dans le troisième « Dignité » contre toutes les formes de violence, nous remarquons les associations lesbiennes qui montrent les limites du PACS en mettant en exergue le droit à la parentalité lesbienne (adoption, insémination, coparentalité). Le quatrième « Égalité » dans la place prise par les femmes dans la vie publique est pris d'assaut par les organisations paritaristes, et surtout, les partis de la gauche plurielle, les Verts, le PS, le PCF (qui en est le responsable). Les chants et les slogans vantant les mérites de la parité sont ici le leitmotiv. Le dernier « Solidarité »

contre la mondialisation et l'ultra-libéralisme est le plus militant en raison de la présence des collectifs des sans-papiers, des associations de solidarité avec les Algériennes, les Kurdes... Ce défilé ressemble à un immense fourre-tout de 12 000 personnes qui tient davantage de la parade que de la manifestation.

Une seule solution, la parité!

Cette manifestation n'a ni la force numérique ni la teneur revendicative de celle du 25 novembre 1995 (40 000 personnes) qui certes se tenait dans une période particulière, la multiplication des commandos anti-IVG. Elle résultait donc d'une vraie mobilisation, d'une lutte pour défendre nos droits. Aujourd'hui, dans ce fourre-tout ambulant où tout était dit, mais beaucoup était dilué, un mot d'ordre surgissait comme l'avancée sociale majeure qu'il fallait défendre, la parité politique. Mais nombre de collectifs militants sur le terrain ont refusé ce mot d'ordre. Il n'est que l'aspiration des militantes de la gauche libérale



Préparons la riposte sociale

suite de la première page

ces politiques libérales et criminogènes. Comme il est impossible de totalement éradiquer le besoin d'aide et de solidarité autant prendre les devants et mettre en place un système qui tout à la fois permet de tenir un discours du type « c'est mieux que rien » tout en empêchant la mise en place d'initiatives sociales autonomes qui reprendraient l'idée née au XIX^e siècle autour des mutuelles et des coopératives face à une absence totale de structures de solidarité. Les lois sur les 35 heures ont été pensées et mises en place avec des objectifs identiques.

Au bout du compte et au moment où le RPR essaie de se refaire une santé avec une présidente toute neuve et une opposition radicale à une pseudo réforme de la justice, nous risquons fort de voir le PS utiliser cette offensive générale de la droite.

Les salariés vont avoir tendance à ne pas dénoncer et critiquer l'action gouvernementale soumise à la pression de la droite. Jospin et sa clique peuvent utiliser ce réflexe anti-droite pour nous refaire le coup de la gauche plurielle meilleur compromis possible. C'est déjà enclenché avec la prise de position de Jospin sur le vote des immigrés aux prochaines municipales. Il lui est facile de dire que lui voudrait bien mais que ces réactionnaires de droite bloquent tout et que par conséquent il n'y a rien à faire sauf de voter dans le bon sens. Bien entendu.

La gauche profite de l'offensive de la droite

Pour ce qui nous concerne, nous savons qu'en dépit des difficultés et des aléas conjoncturels de la vie sociale et

politique nous sommes dans une période où s'élabore la prise de conscience collective que les logiques de pouvoirs tant au niveau de l'État qu'au niveau économique conduisent à l'échec.

L'idée qu'un gouvernement de gauche peut modifier les règles du jeu ont fait long feu comme chacun constate que le libéralisme conduit à un accroissement de la misère et à la précarité sociale, sans même que soient préservées ou améliorées nos conditions de vie dans les villes ni protégées les campagnes, les sols ou les rivages.

Les dirigeants de droite comme de gauche ne jurent que par les cours de la Bourse. Leur euphorie finira en gueule de bois. Aussi devons-nous nous préparer aux troubles sociaux qui en découleront.

Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)

Gay pride 2000

La Fédération anarchiste participera à la Gay Pride 2000. La Gay pride rappelle chaque année la fierté homosexuelle. En 1969, les homos et travestis de Stonewall (New-York) virèrent, dans un contexte de violence hors du commun, les bataillons de flics qui les harcelaient dans le quartier Gay.

Cette année la FA a décidé d'y participer à Paris (elle y participe depuis longtemps en province). Nous réclamons en tant qu'anarchistes, le droit de la libre disposition de nos corps et la libre union. Quelle que soit notre sexualité, sans mères ni curés! Le Pacs n'a été qu'un saut de puce dans un contexte légaliste qui ne nous intéresse pas. Ce qui nous a donné l'occasion de nous battre, quand même, contre l'intolérance des réactionnaires de tous poils. Contre ceux qui veulent nous empêcher de vivre comme nous l'entendons, quelles que soient nos différences! Nous soutiendrons, ce jour là, la lutte de nos frères homos sans papiers. Nous soutiendrons aussi, les laissés pour comptes atteints du sida. Que les dirigeants de la Santé et les Laboratoires à leur solde, ne laissent survivre qu'avec des miettes.

Par notre présence, nous nous démarquerons surtout du show commercial annuel en défilant avec les associations de luttes pour rajouter notre grain de sel politique libertaire! Et, surtout, pour nous opposer au discours capitaliste et ghettoïste du « Tout Commerce Gay ».

Plusieurs émissions de Radio libertaire ont manifesté leur désir de s'associer à la Fédération anarchiste autour d'un camion commun. Afin d'organiser l'événement, toutes les bonnes volontés sont attendues. Le Claaaash se propose de les coordonner.

Claaaash

Claaaash Gay pride 2000 c/o Publico 145, rue Amelot, 75011 Paris.

qui cherchent à partager le pouvoir avec les hommes de leurs partis sans remettre en cause l'ordre patriarcal et capitaliste qui maintient les femmes dans des situations de précarité économique et sociale. De nombreux collectifs, notamment de province, se situent sur le terrain de l'avortement et de la contraception, car la situation est loin d'être réglée. Quelle femme

dispose sans problème de 6 000 à 10 000 F pour avorter à l'étranger? Maintenant, il s'agit de nous retrouver dans les luttes au quotidien contre le patriarcat et le capitalisme dans nos villes et dans nos régions et à l'occasion de la Marche mondiale des femmes.

Danielle. - groupe Lucia Saornil (Villeurbanne)

• A G E N D A

vendredi 21 janvier

● **LYON** : Vidéo-débat : « Sauvons Mumia Abu Jamal ! » animé par un militant du comité de soutien à Mumia Abu Jamal et introduit par un film sur le couloir de la mort aux Etats-Unis au café libertaire, 19, rue P. Blanc (1^{er}), à 21 heures (entrée par l'allée).

● **PÉRIGUEUX** : Conférence-débat organisée par l'Action des précaires et chômeurs de Dordogne : « Médias et contrôle social » avec Serge Halimi (Le Monde Diplomatique) à 21 heures, salle S. Foirot, av. d'Aquitaine.

samedi 22 janvier

● **CLERMONT-FERRAND** : Le groupe Spartacus de la F.A. organise une conférence-débat sur l'enfermement carcéral, avec Jacques Lesage de la Haye à 16 heures à l'ancien lycée Blaise Pascal (3, rue Mal Joffre).

● **MONTPELLIER** : Le groupe Un autre futur de la F.A. organise un débat contre la vidéosurveillance, avec le collectif « Souriez vous êtes filmés », à 20 h 30 à l'Antre Anar (5, rue Jeanne d'Arc).

samedi 29 janvier

● **PARIS** : Spectacle-débat avec Olivier Schneider qui dira des textes d'Octave Mirbeau (la peur de l'âne, le concombre fugitif...) à partir de 15h30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 18^e (métro Abbesses ou Blanche). Répondre : 01 42 23 32 18. Entrée gratuite.

● **ROUEN** : 10^e journée des éditions libertaires de 15 h à 23 heures à la Halle aux Toiles. Au programme : forum de 16 h à 18 h • Luttons contre toutes les religions • ; Apéro-bouffe • ; 20 h 30 : film « Les croisés de l'ordre moral ». Entrée libre.

dimanche 30 janvier

● **PARIS** : Concert de soutien à « Souriez vous êtes filmés » avec Six Fingers Hand, Embuskade, The Informers, à 16 heures au 33, rue des Vignoles (20^e). PAF : 30 F.

samedi 5 février

● **LYON** : A l'occasion des 25 ans de la loi Veil, l'Union locale de la F.A. organise un débat sur le thème « Avortement et contraception libres et gratuits », à 15 heures à la Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc (1^{er}).

● **MONTPELLIER** : Création d'un collectif de femmes libertaires, à 15 heures à l'Antre Anar (5, rue Jeanne d'Arc).

● **MARSEILLE** : Le CIRA organise un débat avec Charles Jacquier à propos du livre « Présence de Louis Mercier » à 17 heures, au 3, rue Saint Dominique (1^{er}).